

# AZERBAÏDJAN

**Déclaration écrite de M. Rufat Mammadov,  
Gouverneur suppléant par intérim représentant l’Azerbaïdjan**

La coopération avec la BERD est l’une des priorités de la politique économique étrangère de l’Azerbaïdjan. Depuis 1992, la BERD a investi dans le pays 3,63 milliards de dollars des États-Unis, répartis sur 167 projets, nous permettant ainsi d’accéder à une expérience internationale hors pair, aux technologies les plus avancées et aux innovations. L’Azerbaïdjan apprécie beaucoup le soutien apporté par la BERD au développement des secteurs public et privé.

L’économie de l’Azerbaïdjan a poursuivi sa croissance en 2018, grâce aux réformes économiques majeures engagées pour maintenir la stabilité de son économie, diversifier et développer le secteur autre que pétrolier, et améliorer l’environnement commercial et promouvoir l’entrepreneuriat privé. Le PIB a augmenté en 2018 de 1,4 %, la part du secteur privé atteignant 85 %. Le secteur autre que pétrolier a progressé de 1,8 % et l’industrie non pétrolière de 7,4 %. Parallèlement, 15,3 milliards de dollars É-U ont été investis dans l’économie.

Grâce aux réformes économiques de fond réalisées par le gouvernement azerbaïdjanais, la croissance était au rendez-vous au premier trimestre 2019. Le PIB a augmenté au premier trimestre de 3 %, le secteur non pétrolier de 1,7 %, l’industrie non pétrolière de 16,1 % et l’agriculture de 3,6 %, tandis que les réserves de devises atteignaient 46,7 milliards de dollars É-U. Le taux d’inflation était de 2,1 %. Les échanges commerciaux ont progressé de 37,6 % et représentaient 7,6 milliards de dollars É-U.

Le développement du secteur privé en général, et des petites et moyennes entreprises en particulier, reste l’une des grandes priorités de la politique gouvernementale. Créée en 2017, l’Agence pour le développement des petites et moyennes entreprises d’Azerbaïdjan est chargée de fournir des plateformes de services « G2B » et « B2B », d’analyser l’environnement commercial, de gérer des mécanismes de soutien aux entreprises, de protéger les intérêts des PME et de faciliter leur accès aux financements et aux marchés extérieurs.

Les parcs industriels de Sumgayit, Garadagh, Mingachevir, Balakhani et Pirallahi ont permis de mettre en place un environnement propice au développement de secteurs compétitifs innovants et s’appuyant sur les hautes technologies. Ils constituent une incitation à soutenir l’esprit d’entreprise dans les domaines concernés. Les occupants de ces différents parcs ont investi pour l’instant près de 3,3 milliards de

dollars É-U, ce qui a permis de créer 10 000 emplois. Plus de 400 millions de dollars É-U devraient venir financer l'activité dans des projets existants.

Parallèlement, dans le cadre de la politique d'industrialisation, plusieurs zones industrielles ont été mises en place, à Neftchala, Masalli, Hadjigabul et Sabirabad, pour promouvoir les investissements du secteur privé, en particulier des PME dans les régions. Ces zones industrielles accueillent d'ores et déjà, entre autres, des constructeurs automobiles, des plasturgistes, des producteurs de matériel agricole, des fabricants de mobilier et de produits de la filière bois et des professionnels de l'alimentaire. Les prévisions d'investissement par le secteur privé dans ces quatre zones tablent sur un montant total de 46 millions de dollars É-U.

La mise en place de programmes publics dans les secteurs de la culture du coton, de l'élevage des vers à soie, des plantations d'agrumes, de la viticulture et d'autres secteurs agricoles potentiels donne une impulsion supplémentaire à l'essor de l'agriculture. Des efforts considérables sont par ailleurs déployés pour créer des agro-parcs et de grandes exploitations permettant de développer l'agriculture grâce au recours à des technologies intensives. Ce programme porte sur 51 agro-parcs et grandes exploitations, pour un investissement total de 2,2 milliards de manats. Il concerne 257 000 hectares, répartis sur 33 régions. Dix-sept agro-parcs et grandes exploitations ont été créés pour l'instant, sur une surface de 96 000 hectares.

Soucieux de favoriser l'accès des entrepreneurs au financement, le Fonds de développement des entreprises, qui dépend du ministère de l'Économie, a accordé à 35 700 chefs d'entreprises du secteur non pétrolier des prêts bonifiés, pour un montant total de 2,3 milliards de manats.

L'Azerbaïdjan a poursuivi l'an dernier la mise en œuvre de ses grands projets régionaux. La cérémonie officielle d'inauguration du corridor gazier sud-européen (CGS) a eu lieu en mai 2018 au terminal de Sangachal, près de Bakou. D'un coût de plus de 40 milliards de dollars É-U, cette infrastructure est destinée au transport du gaz en phase 2 du gisement de gaz condensé de Shah Deniz, situé dans la partie azerbaïdjanaise de la mer Caspienne, vers la Turquie, puis vers l'Europe, via le gazoduc du Caucase du Sud, le gazoduc transanatolien (TANAP) et le gazoduc transadriatique (TAP). Le CGS jouera un rôle essentiel dans la diversification des sources d'énergie de l'Union européenne et renforcera la sécurité et la diversité de l'approvisionnement énergétique de l'Europe et de la Turquie. La cérémonie d'ouverture de la première tranche du CGS-TANAP a eu lieu en juin 2018 à Eskisehir, en Turquie. Une autre cérémonie d'ouverture, celle de la raffinerie Star Oil, s'est tenue dans la ville turque d'Izmir le 19 octobre 2018. Cette raffinerie pourra traiter jusqu'à 10 millions de tonnes de pétrole brut par an (soit 214 000 barils par jour). Elle devrait permettre de satisfaire une bonne partie de la demande actuelle d'hydrocarbures en Turquie et dans le bassin Méditerranéen, ainsi que les besoins du groupe pétrochimique Petkim.

La « Stratégie nationale d'amélioration de la gestion des déchets solides en République d'Azerbaïdjan pour les années 2018-22 » a été approuvée le 1<sup>er</sup> novembre 2018 par décret présidentiel (n°637), dans le cadre de la politique environnementale nationale. Cette stratégie couvre l'ensemble des études techniques, financières, institutionnelles et capacitaires du dispositif de gestion des déchets solides du pays, et contient notamment des propositions détaillées d'expansion et de renforcement des systèmes de collecte, de transport et d'utilisation des déchets domestiques solides.

Le développement rural reste la grande priorité de la politique économique. Le quatrième « Programme de développement socio-économique des régions d'Azerbaïdjan pour les années 2019-23 » a été approuvé début 2019. Mis en œuvre avec succès depuis 2004, ces programmes ont considérablement changé l'image des villes et des villages dans les régions et ont permis à ces dernières d'accroître leurs capacités et d'améliorer leurs infrastructures, la qualité des services publics, l'environnement commercial et d'investissement et le quotidien de la population.

Les lois adoptées et les mesures mises en œuvre au niveau des infrastructures dans le domaine du tourisme ont largement contribué au développement dans ce secteur. L'an dernier, 2,85 millions de touristes étrangers se sont rendus en Azerbaïdjan, ce qui représente une hausse de 6 % par rapport à l'année précédente. Les visiteurs étrangers auraient dépensé, selon les statistiques, plus de 2 milliards de dollars É-U dans notre pays. L'Azerbaïdjan compte à l'heure actuelle plus de 500 hôtels, dont 150 à Bakou.

Le but principal de ces réformes était d'améliorer les conditions de vie des habitants, et notamment le niveau minimum de protection sociale. Les mesures adoptées se sont traduites, outre l'augmentation des avantages sociaux et des retraites des travailleurs, par une hausse du salaire minimum de plus de 38 % depuis le 1<sup>er</sup> mars de cette année.

Conformément au décret présidentiel pris à ce sujet, des efforts considérables ont été réalisés en 2018 pour mettre en place les nouveaux centres et les nouvelles agences de la « DOST » (Sécurité sociale durable et opérationnelle), sous l'égide du ministère du Travail et de la Protection sociale. Le nouveau dispositif regroupe 126 services dans les secteurs du travail, de l'emploi, de la sécurité sociale, de l'aide sociale ciblée, du handicap, des retraites, de l'assurance sociale, etc. Le premier centre « DOST » devrait ouvrir dans les mois à venir.

Les modifications récemment introduites dans le Code fiscal se sont traduites par des augmentations de salaire, certains avantages pour le secteur privé et une extension de la couverture de l'assurance chômage.

Le décret présidentiel concernant les « Mesures complémentaires destinées à résoudre les problèmes liés à des prêts en souffrance consentis à des personnes physiques en République d'Azerbaïdjan », qui constitue une véritable avancée sociale, prévoit le versement d'indemnités aux

citoyens qui ont vu le poids de leur dette augmenter à la suite de la dévaluation de la monnaie nationale, le manat, en 2015.

Les bons résultats des réformes adoptées par le gouvernement azerbaïdjanais sont également très appréciés des organisations et des institutions financières internationales. Selon le rapport *Doing Business 2019* de la Banque mondiale, l'Azerbaïdjan est le pays qui a le plus avancé dans le classement, en mettant en œuvre le plus grand nombre de réformes parmi les dix pays affichant les progrès les plus notables. L'Azerbaïdjan se situe au 25<sup>e</sup> rang, sur 190 pays, en termes de facilité de faire des affaires.

Toutefois, l'occupation des territoires azerbaïdjanais par les forces armées arméniennes constitue un des principaux obstacles à la coopération mutuelle des pays de la région et à leur développement économique. À ce jour, 20 % du territoire internationalement reconnu de l'Azerbaïdjan est occupé par l'Arménie, plus d'un million d'Azerbaïdjanais ont le statut de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, ce qui fait subir un immense préjudice à l'économie de la République d'Azerbaïdjan. Cette occupation et le non-respect des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU constituent la principale menace pour la sécurité et la prospérité économique de la région.

J'aimerais, en conclusion, remercier une fois de plus la BERD pour sa contribution à notre économie et son soutien aux réformes engagées par le gouvernement azerbaïdjanais en faveur d'une croissance économique durable et inclusive au cours des années à venir, et souhaiter une nouvelle année de réussite à la Banque et à son équipe.